



Assemblée générale du 23 juin 2023

Statuts modifiés de l'association Guinée - Cornouaille

Buts et composition de l'association

Article 1

L'association humanitaire, dite GUINÉE-CORNOUAILLE a pour but d'apporter un soutien au développement économique et social de villages africains pour améliorer les conditions de leurs habitants et favoriser les échanges culturels. Elle a son siège à la mairie d'ELLIANT (1 rue Laënnec 29370) qui pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration. Elle est à durée illimitée.

Article 2

L'association agit en relation avec des correspondants locaux, associatifs ou individuels à caractère apolitique et à but non lucratif, représentatif des forces vives des villages bénéficiaires du soutien à leur développement avec les objectifs suivants :

- Promouvoir le développement des infrastructures et mettre en place des projets spécifiques dans les domaines scolaires, sanitaires et sociaux.
- Accroître la production agricole et vivrière.
- Mettre en place une politique hydraulique villageoise.
- Protéger l'environnement.

Elle agit également en lien avec les Autorités locales, décentralisées ou déconcentrées, pour prendre en compte leurs politiques, projets et priorités.

Article 3

L'association agit selon une charte dont l'objet est de fixer ses principes d'action et les modalités de ses interventions.

Article 4

L'association est ouverte à toutes celles et ceux qui souhaitent participer à sa mission. Elle est constituée par ses adhérents cotisants, pouvant seuls participer aux votes de l'assemblée générale.

Elle peut s'adjoindre des membres d'honneur en raison des services importants qu'ils ont rendus. Elle reconnaît un rôle spécifique aux personnes physiques ou morales qui adressent régulièrement des dons ou subventions à l'association.

La qualité d'adhérent se perd par la démission, le décès, le non-paiement de la cotisation deux années consécutives et la faute grave.

Dans ce dernier cas, la personne concernée est invitée à exposer ses explications devant le conseil d'administration qui statue ensuite sur la radiation.

Administration et fonctionnement

Article 5

L'association est gérée par un conseil d'administration composé de trois à neuf membres, qui se réunissent collégalement pour toute décision.

Ils sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale, pour deux ans et sont rééligibles.

Le conseil d'administration s'organise collégalement pour se répartir les fonctions et missions, avec au minimum une.e président.e, un.e trésorier.ère et un.e secrétaire. Il pourra se constituer en binômes.

Le CA pourra confier une délégation à un.e adhérent.e de l'association non-membre du CA pour une activité ou une mission définie pour un temps déterminé.

Le CA se réunira chaque fois que nécessaire à la demande de son président(e) ou d'au moins trois de ses membres. Les convocations s'effectuent par messages électroniques, avec indication de l'ordre du jour.

Les décisions sont prises de façon solidaire à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés par un pouvoir.

Chaque réunion fait l'objet d'un relevé de décisions validé lors de la réunion qui suit. Un compte-rendu des discussions et échanges pourra être joint au relevé de décisions.

Les réunions du CA se tiennent habituellement en présence physique de ses membres ; en cas de nécessité elles pourront se tenir en visioconférence, pour tout ou partie de ses membres, ce choix étant laissé à l'appréciation du président(e), après consultation de ses membres.

Le CA peut organiser des consultations des adhérents de l'association entre les assemblées générales.

Article 6

Les ressources de l'association proviennent des :

- Cotisations de ses adhérents,
- Dons,
- Subventions,
- Bénéfices recueillis lors de manifestations publiques organisées par les adhérents.

Toutes les dépenses liées à l'accomplissement des fonctions, des missions ou des délégations énoncées à l'article 5, doivent être précisées et validées par le conseil d'administration.

Article 7

L'assemblée générale ordinaire comprend l'ensemble des membres, quel que soit leur titre.

Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation, par courrier ou message électronique, au minimum quinze jours avant la réunion.

Son ordre du jour est défini par le conseil d'administration-et précisé sur la convocation.

Elle entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration :

- Le rapport moral,
- Le rapport d'activités,
- Le rapport sur la situation financières de l'association, bilan et compte de résultats.

Elle approuve ces rapports et les comptes de l'exercice clos ; elle vote le budget prévisionnel de l'exercice suivant ; elle délibère sur les questions inscrites à l'ordre du jour et pourvoit à l'élection ou au renouvellement des membres du conseil d'administration.

Tous les votes ont lieu à la majorité des membres présents ou représentés. Chaque membre présent peut venir à l'AG avec au maximum deux pouvoirs.
En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

L'expression des suffrages a lieu à bulletins secrets pour l'élection des membres du CA et, pour tout autre objet, à la demande du CA sortant ou de la moitié des adhérents présents.
Un adhérent peut contribuer à distance (téléphone, visioconférence) aux échanges de l'AG sachant que son vote s'exprimera par un pouvoir confié à un adhérent présent.

Les rapports, moral, d'activités et financier, sont systématiquement adressés, par messages électroniques, à tous les membres de l'association.

Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée à tout moment par le conseil d'administration ou sur demande d'au moins 51% des adhérents en cas d'événement exceptionnel lié au bon fonctionnement de l'association.
Les modalités de convocation et de consultation restent inchangées.

Article 8

L'association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par son président ou un membre du conseil d'administration désigné à cet effet par celui-ci.

Changements, modifications et dissolution

Article 9

Le président doit faire connaître après l'assemblée générale à la Préfecture du département pour tous les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association ainsi que toutes les modifications apportées à ses statuts.

Article 10

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par une assemblée générale extraordinaire. Après validation, elle désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. L'actif net est attribué conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution.
La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la préfecture.

Statuts adoptés en assemblée générale à ELLIANT, le 23 juin 2023

Signatures : Guy Morvan, Président et Ernestine Werthmann, Trésorière

GM


E.W
